



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

chimie

Question au Gouvernement n° 1128

Texte de la question

ANNONCE DE LA FERMETURE DE CELANESE PARDIES DANS LE BÉARN

M. le président. La parole est à M. David Habib, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. David Habib. Ma question s'adresse à M. le secrétaire d'État chargé de l'emploi et concerne l'entreprise Celanese Pardies dans le bassin de Lacq, dont la fermeture a été annoncée hier.

Dans ce dossier, on trouve toutes les tares, toutes les insuffisances de notre système économique et de votre politique.

Premièrement, une entreprise qui dégage des profits élevés - 20 % - et dont l'actionnaire annonce la fermeture parce que deux trimestres sont déficitaires.

Deuxièmement, 350 salariés sont " jetés ", à qui l'on dit que l'usine fermera dans trois mois minimum et sept mois maximum, à condition que la paix sociale soit garantie. (*" Scandaleux ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

Troisièmement, un produit, l'acide acétique, indispensable au secteur automobile, au textile et au bâtiment, est fabriqué en Europe dans cette seule usine béarnaise. Il serait demain importé des usines hors Communauté du même groupe Celanese, sans que l'État saisisse la Commission européenne et que celle-ci exprime la moindre réserve.

Quatrièmement, des collectivités locales ont proposé un plan maintenant l'emploi, sans que l'État participe à ce tour de table, alors que l'on nous dit que les instruments d'intervention existent.

Monsieur le secrétaire d'État, 350 salariés, qui ne fréquentent pas le Fouquet's (*Protestations sur les bancs du groupe UMP - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*) et qui " se lèvent tôt " sont concernés par cette fermeture, sans compter les 200 salariés de Yara et d'Air Liquide, qui forment avec Celanese Pardies un complexe chimique interdépendant.

Pour les Français, moins de deux ans après la présidentielle, la rupture n'est plus que la facture : la facture industrielle, la facture sociale. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Que comptez-vous faire, monsieur le secrétaire d'État ? Pouvez-vous nous dire que vous allez refuser ce plan social et accepter qu'un éventuel repreneur puisse racheter les actifs industriels de Celanese, alors que celle-ci a annoncé son refus ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi.

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi*. Monsieur Habib, je vais essayer de vous répondre sur la situation de l'entreprise de chimie américaine Celanese, et notamment sur l'avenir de ces 350 personnes dont vous vous préoccupez avec raison.

Dans ce dossier qui concerne les Pyrénées-Atlantiques, nous devons essayer de travailler ensemble sur trois priorités.

Premièrement, et vous l'avez rappelé, nous devons tout mettre en oeuvre pour que ce site puisse faire l'objet d'une reprise par un autre industriel et ne soit pas simplement rayé de la carte.

Deuxièmement - et vous l'avez souligné à juste titre - l'entreprise produit de l'acide acétique, indispensable pour un grand nombre d'industries locales et dont dépendent de nombreux emplois. On ne peut pas se contenter, de ce point de vue, de regarder ce dossier comme s'il était isolé. Il faut prendre en compte très en amont son impact sur la totalité du tissu industriel local, que vous essayez de défendre. (*Exclamations sur les bancs du*

groupe SRC.)

Troisièmement, les restructurations : si le groupe décide de fermer, il faut examiner les plans de revitalisation et les obligations de reconversion qui lui seront imposés. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) La France a, en la matière, un dispositif exigeant. Des instructions seront données pour qu'il soit appliqué avec la plus grande fermeté.

Personne n'a, à ce stade, de solution miracle. Nous sommes prêts à travailler avec vous pour tenter d'apporter des réponses concrètes. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. David Habib](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1128

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Emploi

Ministère attributaire : Emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 mars 2009